

Questions orales

● (1440)

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, si la Banque Commerciale du Canada avait fait faillite en mars, le coût aurait été à peu près équivalent à ce qu'il est maintenant. Cela n'a pas coûté beaucoup plus aux contribuables.

Des voix: Oh, oh!

Mme McDougall: Il valait le peine d'agir ainsi, afin de renflouer cette institution. Si nous avions alors pris la même décision . . .

M. Gauthier: Qu'est-ce qu'un milliard!

Mme McDougall: Si nous avions fermé cette banque en mars, le coût global pour le gouvernement et le contribuable aurait été pratiquement le même que ce qu'il est maintenant, et les répercussions économiques sur l'ouest du pays auraient été énormes.

* * *

L'AGRICULTURE**LES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LA GRÊLE AU TIMISKAMING**

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme il le sait très bien, 38 exploitations agricoles de ma circonscription ont subi de graves dégâts à cause de la grêle au début de l'été. Le ministre a-t-il reçu des lettres de ses homologues provinciaux au sujet de l'aide que l'on pourrait éventuellement apporter aux victimes?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier le député pour l'intervention qu'il fait au nom de ses électeurs. Il doit bien savoir par ailleurs que nous avons envoyé un groupe d'étude fédéral-provincial sur place et que nous traitons un à un le cas des clients de la SCA. La province devra prendre l'initiative, cela va de soi et déclarer la région zone sinistrée avant que nous ne puissions réagir.

* * *

[Français]

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL**ON DEMANDE COMMENT ON PEUT EXPLIQUER L'ABSENCE DE FONDS**

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Dans votre fameux Budget du 23 mai dernier, vous demandiez aux 3.5 millions de familles avec enfants de faire des sacrifices et d'accepter une réduction de 3 p. 100 sur l'indexation des allocations familiales et sur le crédit d'impôt-enfant. Aujourd'hui, comment pouvez-vous expliquer à ces millions de familles au Canada que vous n'avez pas l'argent, que ces gens-là doivent faire des sacrifices et qu'en même temps vous réussissez à trouver un milliard de dollars pour rembourser les riches épargnants de \$60,000 ou plus, suite à votre faillite?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je félicite le député pour les nouvelles responsabilités qui lui ont été confiées par le chef

de l'opposition. Il a posé une question au sujet des dispositions budgétaires relatives aux allocations familiales. Je lui rappelle que le budget a été adopté. Le gouvernement a l'intention de présenter très bientôt un projet de loi traitant du sujet de sa question.

[Français]

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE MILLIARD DESTINÉ À SAUVER LES ÉPARGNES DES PLUS RICHES

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

Je n'ai pas de temps à perdre avec les compliments. Ce que les familles veulent avoir, c'est une réponse du premier ministre. Il s'est montré lâche à l'endroit des personnes âgées et maintenant il commence la session en étant lâche à l'endroit des familles avec enfants.

Monsieur le premier ministre, comment expliquer à ces familles-là aujourd'hui qui ont encore confiance en vous . . . Vous avez demandé de faire des sacrifices . . . Elles vont perdre \$22 l'année prochaine, en 1986, comment expliquer que vous avez trouvé 1 milliard pour sauver les épargnes des plus riches, comment expliquer cela à ces familles?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je rappelle au député que, lorsqu'il a posé cette question, il n'a pas parlé de l'augmentation du crédit d'impôt-enfant pour les familles les plus démunies qui ont des enfants à charge. Tous les organismes à caractère social qui ont examiné la question trouvent qu'il existe une meilleure façon de procéder. Je rappelle au député que la Commission Macdonald a fait une recommandation analogue. Je voudrais que le député soit d'accord que l'on donne plus d'argent aux familles ayant des enfants à charge qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus, au lieu de prendre la position qu'il a adoptée.

* * *

LES ARMES SPATIALES**L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE DES ÉTATS-UNIS—LES CONTRATS DE RECHERCHE**

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, je vais passer à un autre numéro potentiel de haute voltige, et je pose ma question au premier ministre. Il a eu l'air de dire que, bien que le gouvernement canadien ne doive pas officiellement participer à la recherche sur la guerre des étoiles, il apporterait une aide financière aux entreprises privées qui souhaiteraient soumissionner pour des contrats de recherche sur la défense dans le domaine de la guerre des étoiles. Le premier ministre pourrait-il éclairer la lanterne de nombreux Canadiens en répondant à la question suivante: Veut-il dire que le gouvernement canadien apporterait aux entreprises qui se lanceraient dans la recherche sur la guerre des étoiles le même genre d'aide qu'à celles qui travaillent dans d'autres domaines de la défense? La Corporation commerciale canadienne sera-t-elle l'intermédiaire, et la GRC sera-t-elle responsable des autorisations pour les documents classifiés concernés?